

COBAYES HUMAINS

Le Pentagone expérimente des armes non-létales à Guantanamo et en Irak



Les responsables politiques états-uniens, parlementaires et cabinet civil du département de la Défense, espèrent beaucoup de l'invention de nouvelles armes non-létales. Elles devraient permettre aux armées engagées dans des missions de maintien de la paix ou d'occupation de disposer d'un arsenal plus élaboré que les simples gaz lacrymogènes, canons à eau et autres balles en caoutchouc. Les laboratoires du Pentagone mettent donc au point des armes futuristes : canons à son, micro-ondes et lasers. Depuis le 11 septembre, des applications particulières sont étudiées, notamment pour neutraliser des pirates de l'air sans blesser leurs otages. Des expérimentations sont en cours sur des prisonniers à Guantanamo et pour la gestion des foules en Irak.

page 2

Les alliés des États-Unis se détournent d'eux

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Plusieurs commentateurs constatent que Washington dresse contre lui ses alliés. José Miguel Vivanco et Daniel Wilkinson, d'Human Rights Watch, soulignent la crise qui oppose les États latino-américains aux États-Unis. Le politologue Patrick Seale observe que le projet états-unien d'indépendance du Kurdistan pourrait provoquer un repositionnement turc dans la région. Enfin, Mai Yamani du Royal Institute of International Affairs analyse le retournement de l'opinion publique saoudienne.

page 6

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ **Le Premier ministre palestinien propose un État binational pour sortir du conflit, solution rejetée par Colin Powell**

■ **Des ministres israéliens enjoignent Ariel Sharon de reprendre les négociations avec la Syrie**

■ **Le Liban craint une intervention militaire états-unienne dans la région sous couvert de lutte contre le terrorisme**

■ **Les médias israéliens affirment que l'Iran se sert de l'afflux de cargos humanitaires pour acheminer des armes au Hezbollah**

■ **L'Ayatollah Khamenei ne constate pas de détente états-unienne vis-à-vis de l'Iran**

■ **La Jordanie et l'Égypte poursuivent leur collaboration en matière de ressources énergétiques**

page 13



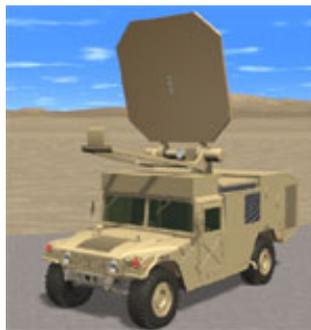
« NOUS GAGNERONS PAR K. O. » FACE À BUSH, AFFIRME LE PRÉSIDENT ARGENTIN

Le président argentin Néstor Kirchner a déclaré, le 7 janvier 2004, que son pays n'a rien à faire des remontrances du sous-secrétaire d'État états-unien, Roger Noriega. Celui-ci avait reproché au ministre des Affaires étrangères, Rafael Bielsa, de ne pas avoir apporté son soutien aux « dissidents » cubains lors de son voyage à La Havane. « Nous avons cessé d'être des paillasons. Nous pouvons accepter ou arranger des rencontres, mais personne ne peut nous donner des ordres, encore moins nous punir, parce que nous sommes un pays digne », a-t-il poursuivi. Quant à l'affrontement auquel George W. Bush entend se livrer au prochain sommet panaméricain de Monterrey, « nous [le] gagnerons par K. O. » a-t-il conclu.

Cobayes humains

Le Pentagone expérimente des armes non-létales à Guantanamo et en Irak

Les responsables politiques états-uniens, parlementaires et cabinet civil du département de la Défense, espèrent beaucoup de l'invention de nouvelles armes non-létales. Elles devraient permettre aux armées engagées dans des missions de maintien de la paix ou d'occupation de disposer d'un arsenal plus élaboré que les simples gaz lacrymogènes, canons à eau et autres balles en caoutchouc. Les laboratoires du Pentagone mettent donc au point des armes futuristes : canons à son, micro-ondes et lasers. Depuis le 11 septembre, des applications particulières sont étudiées, notamment pour neutraliser des pirates de l'air sans blesser leurs otages. Des expérimentations sont en cours sur des prisonniers à Guantanamo et pour la gestion des foules en Irak.



Arme non-létale à micro-onde

Confronté aux réalités des opérations militaires de maintien de la paix en Somalie (1993), puis en Bosnie-Herzégovine (1994-1995), le Congrès des États-Unis a autorisé, en 1996, des programmes de recherche sur les armes non-létales, dans les limites des conventions internationales. Si les forces de police utilisent déjà classiquement des gaz lacrymogènes, des canons à eau, voire des balles en caoutchouc, les armées pourront-

elles prochainement disposer de moyens incapacitants plus puissants, adaptés à leurs nouvelles missions ?

Disposant d'un budget effectif d'environ 30 millions de dollars par an, une Direction des armes non-létales a été créée au département de la Défense. Bien qu'au service de l'ensemble des armées, elle est placée sous le contrôle du Corps des Marines. Sa devise est « *Pax Custimus, Vita Custimus* » (Gardons la paix, gardons la vie).

En réalité cette direction ne date pas de 1996. Elle a pris la suite d'une Cellule de coordination de la non-létalité qui avait été discrètement formée au Pentagone par Paul Wolfowitz à la fin de la présidence de George H. Bush (le père), en 1992. Elle avait été constituée pour poursuivre en secret des recherches sur de nouvelles armes chimiques au moment où les États-Unis approuvaient officiellement la Convention les interdisant. Des documents de l'époque, rendus publics cette semaine par **The Sunshine Project** attestent de l'existence d'un programme illégal de recherche sur des gaz tranquillisants conduit avec le laboratoire Glaxo (aujourd'hui **GlaxoSmithKline**). Ces efforts n'ont pas été concluants comme on l'a vu avec les gaz tranquillisants fournis à la Russie pendant la prise d'otage du théâtre de Moscou : un dosage difficile à apprécier coûta la vie à 129 civils.

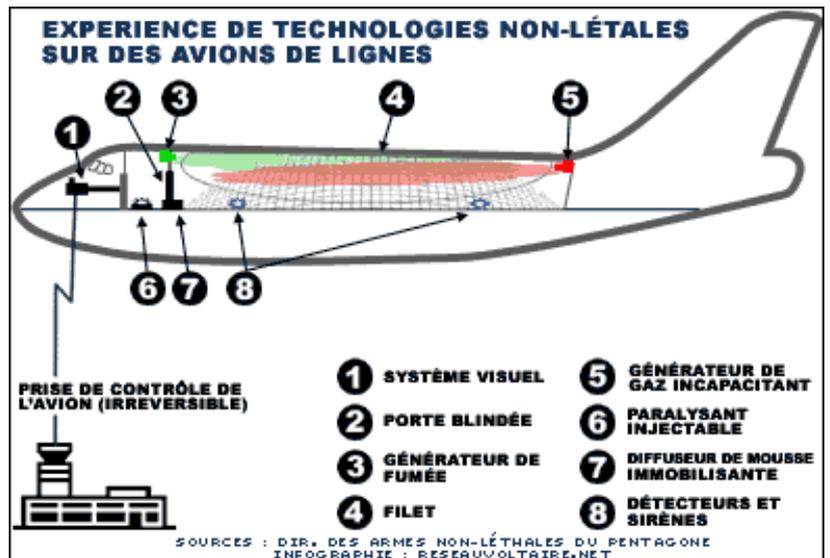
D'autres recherches ont été conduites sur des armes futuristes : infra-basses, micro-ondes, lasers, sans plus de succès. Nommé juste après les attentats du 11 septembre, l'amiral Arthur K. Cebrowski, nouveau directeur au Pentagone pour la transformation des forces et proche de Paul Wolfowitz, s'est intéressé à ces projets et à la manière de les utiliser dans la lutte contre le terrorisme. Il a commandé à la Direction des armes non-létales d'inventer des gadgets permettant d'arrêter à distance un véhicule susceptible d'être conduit par un kamikaze ou de neutraliser en vol des pirates de l'air, et peut-être aussi de relancer les travaux sur les armes chimiques.



En réponse au scénario du canot piégé qui a endommagé l'USS Cole en octobre 2000, la Direction des armes non-létales a fait construire par **American Technology Corp.** un canon à son. De la taille d'une antenne satellite, il est placé sur le navire à défendre. Il envoie des infra-basses insupportables à l'homme vers les bateaux menaçants, les contraignant à s'éloigner.

Face au scénario des pirates de l'air kamikazes, attribué aux attentats du 11 septembre, la Direction des armes non-létales a imaginé de piéger les avions de ligne pour en neutraliser tous les occupants et en prendre le contrôle depuis le sol [1]. En cas d'attaque, le commandant de bord transmettrait le code d'alerte traditionnel aux contrôleurs aériens et déclencherait un système complexe. La porte blindée du cockpit se verrouillerait ; un filet tomberait du plafond sur les passagers, empêchant les pirates de circuler dans l'appareil ; une épaisse fumée se répandrait instantanément obstruant la vue ; un gaz incapacitant endormirait tous les passagers en moins d'une minute ; la tour de contrôle

prendrait possession des commandes sans possibilité de réversibilité [2].



Certaines inventions sont en cours d'expérimentation par les Marines sur les cobayes humains, notamment au camp d'internement de Guantanamo Bay, sur la base de Kaneohe Bay (Hawaï) et sur celle de Courtney (Okonawa) qui hébergeraient également des prisonniers. On teste l'efficacité de divers gaz, flashes lumineux, et injections de drogues pour maîtriser des individus agités. À Bagdad, le Ve corps de l'Army a fait un usage extensif de matraques électriques et de flash-balls [3]. Des Humvee (blindés légers) ont été équipés de canons à ondes [4] dont les vibrations ne toucheraient le corps qu'en surface, chauffant les molécules d'eau de la peau, provoquant une douleur intolérable, mais pas de séquelles à long terme. C'est du moins ce que prétendent les prospectus, les études sur les cancers et autres maladies consécutives à l'emploi de cette arme n'ayant pas encore été conduites. Quoi qu'il en soit, les essais ont été jugés prometteurs, mais pas totalement satisfaisants face à une foule venant de toutes parts. Cependant cette expérimentation est niée par le Pentagone car elle est illégale aussi bien au regard de la législation états-unienne que du droit international. Donald Rumsfeld s'est donc plaint, lors d'une audition au Congrès, que ses soldats avaient le droit de tirer en Irak, mais pas d'utiliser ses gadgets *hi-tech*. Des parlementaires peu conciliants lui ont rétorqué que c'est précisément cette prohibition qui oblige à un usage mesuré de la force.

D'une manière générale, ces armes de nouvelle génération sont à usages multiples. Selon l'intensité et la durée de l'exposition, elles sont incapacitantes ou mortelles. Tout est affaire de dosage, en fonction de paramètres nombreux et souvent difficiles à évaluer. Dans un premier temps, les accidents devraient être nombreux. Toutefois, cet arsenal intéresse plus les responsables politiques que militaires. Les civils poursuivent le fantasme de la force sans dégâts humains qui permet de faire preuve d'autorité sans paraître brutaux, tandis que les militaires ont une conscience plus précise de ce qu'utiliser la force veut dire quant les politiques ont échoué.

Thom Saint-Pierre

[1] Le département de la Défense a équipé, depuis 1997, de nombreux avions de ligne de la marque Boeing (à l'exception de ceux de la Lufthansa qui s'y est formellement opposée) d'un système de pilotage à distance Global Hawk. Il est suffisamment sophistiqué pour permettre de télécommander les appareils, y compris pour la phase d'atterrissage.

[2] Ce modèle a été présenté par le colonel George Fenton à l'association des pilotes états-uniens en octobre 2001, mais il avait été conçu et mis au point avant les attentats du 11 septembre. Certains experts US n'excluent pas qu'il ait été utilisé à cette occasion.

[3] « Exotic Non-Lethal Weapons to Quell Mob Rule », par Kim Burger, *Jane's Defense Weekly*, 13 mai 2003.

[4] Le Vehicle-Mounted Active Denial System (VMADS) a été réalisé dès 2001. Cf. « **The Pentagon's People Zapper** », *Government Executive Magazine*, 1er mai 2001.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Les alliés des États-Unis se détournent d'eux

Analyse

La sénatrice Dianne Feinstein s'inquiète du programme de développement des mini-bombes nucléaires par le Pentagone et regrette le désintérêt de l'opinion publique sur cette question. Pourtant, ce n'est pas en publiant cette tribune dans le *Taipei Times* qu'elle sensibilisera ses électeurs californiens. Mais personne ne semble aux États-Unis vouloir aborder les questions stratégiques en période électorale présidentielle.

Le journaliste John Ellis explique précisément dans le *Los Angeles Times* ce que sera le thème central de cette élection. Alors qu'en 1992, George H. Bush perdit en misant sur la politique internationale et Bill Clinton gagna en traitant de l'économie intérieure, cette fois-ci George W. Bush gagnera en misant sur la sécurité intérieure et les Démocrates perdront en traitant d'économie, affirme-t-il. En effet, ce qui compte, ce sont les préoccupations immédiates des gens : hier le chômage, aujourd'hui la sécurité face au terrorisme. La suite montrera si cette analyse est exacte, quoi qu'il en soit son intérêt principal est qu'elle traduit la pensée du candidat Bush, dont l'auteur est le cousin.

Alors que les États-Uniens oublient le « reste du monde » pour se concentrer sur leur débat électoral, plusieurs commentateurs dressent un bilan des relations internationales du pays sous l'administration Bush. Sans parler de la France et de l'Allemagne, partout le même constat : Washington dresse contre lui ses propres alliés.

José Miguel Vivanco et Daniel Wilkinson de Human Rights Watch soulignent dans l'*International Herald Tribune* la crise qui oppose chaque État latino-américain aux États-Unis, que ce soit à propos de la Cour pénale internationale, du camp de Guantanamo ou des coups d'États ratés contre Hugo Chavez. Désormais 87% de la population latino déclare désapprouver la politique du président Bush.

Le politologue Patrick Seale observe dans *Gulf News* la levée de boucliers face au projet états-unien d'indépendance du Kurdistan. Cette menace suscite une alliance inattendue entre l'Iran, la Syrie et la Turquie. Elle pourrait même provoquer un repositionnement turc dans la région et une prise de distance vis-à-vis d'Israël.

Dans l'*International Herald Tribune*, Mai Yamani du Royal Institute of International Affairs de Londres analyse le retournement de l'opinion publique saoudienne. La publication, il y a quelques jours, de documents dé-classifiés montrant que le Pentagone avait envisagé d'envahir l'Arabie saoudite, en 1973, pour mettre fin à la crise pétrolière a mis à nu ce que valait une alliance avec Washington. Aujourd'hui, les Saoudiens n'ont plus confiance et veulent garantir leur indépendance.

Enfin, David Clark tire les premières leçons de la Commission Hutton. Au-delà du fait divers et de la mort du Dr Kelly, la Commission a révélé les pratiques du gouvernement Blair : alignement sur George Bush, manipulation des services de renseignement, mensonge aux électeurs, et mépris des fonctionnaires. Quelle que soit l'opinion que l'on a à propos du bien-fondé de l'engagement britannique en Irak, ces éléments montrent que Tony Blair est indigne de gouverner, conclut dans le *Guardian* son ancien conseiller.

Dianne Feinstein



Ancienne maire de San Fransisco, Dianne Feinstein est sénatrice Démocrate de Californie. Elle s'est souvent opposée aux politiques de Bill Clinton durant sa législature. Elle est l'épouse de Richard Blum, actionnaire de référence de Perini Corporation, une des firmes de BTP sélectionnées pour la reconstruction de l'Irak.

« L'Amérique ne doit pas rabaisser les conditions d'utilisation de l'arme nucléaire »

Source : Taipei Times

Référence : « America should not lower the nuclear threshold », par Dianne Feinstein, *Taipei Times*, 9 janvier 2004.

L'intérêt du monde pour l'Irak, la guerre au terrorisme et la doctrine des frappes préventives a relégué en second plan la nouvelle insistance de l'administration Bush sur l'utilité des armes nucléaires. C'est regrettable car il s'agit d'une transformation révolutionnaire de la stratégie de sécurité nationale. Les crises nord-coréenne et iranienne exigent que les États-Unis assument la direction dans les paroles et les faits de l'effort visant à réduire le risque et le rôle des armes nucléaires dans le monde. Malheureusement l'administration Bush fait exactement le contraire.

La nouvelle stratégie nucléaire, présentée en 2002, affirme que les États-Unis pourraient utiliser en premier des bombes atomiques contre des États non-nucléaires, associant les armes nucléaires aux frappes conventionnelles et proposant la production de mini-bombes nucléaires. Malgré les démentis de **Spencer Abraham**, les États-Unis étudient la possibilité de concevoir de nouvelles bombes nucléaires. Cette année, l'interdiction vieille de dix ans de ne pas mener de recherches sur des bombes faisant moins de cinq kilotonnes a été

levée et le Congrès a autorisé la dépense de 21 millions de dollars pour l'étude et le développement de nouvelles armes nucléaires tactiques et la production de nouvelles matières fissibles. J'ai voté contre ces demandes car cette approche ne va pas dans l'intérêt des États-Unis et va à l'encontre des principes de la guerre juste et de notre tradition militaire.

Cette stratégie représente un vrai risque car cela diminue les exigences nécessaires à l'utilisation des armes nucléaires pour tous les pays, y compris l'Inde et le Pakistan. Cette politique peut encourager la prolifération.

John Ellis



John Ellis, associé dans une société de gestion de capitaux new-yorkaise est éditorialiste pour Techcentralstation.Com. Il est cousin au premier degré de George W. Bush. Collaborateur de Fox News, il fut le premier journaliste à annoncer la victoire de George W. Bush en Floride, le soir de l'élection présidentielle. On sait aujourd'hui que c'était faux.

« Aujourd'hui c'est la guerre au terrorisme, imbécile »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Today It's the War on Terror, Stupid », par John Ellis, *Los Angeles Times*, 9 janvier 2004.

Les politiques présidentielles se concentrent principalement sur trois questions : la sécurité nationale, l'économie et la culture. Elles dominent l'actualité, puis passent au second plan.

Quand l'URSS s'est effondrée en 1991, les questions de sécurité nationale sont devenues secondaires. C'est ce qui a permis à deux gouverneurs inexpérimentés sur ces questions, **Bill Clinton** et **George W. Bush**, d'être élus en 1992 et en 2000. En 1992, ce fut l'économie qui était le thème dominant tandis qu'en 1996 et en 2000, les questions culturelles qui furent centrales.

Aujourd'hui, les démocrates veulent faire de l'économie le thème central de la campagne, mais il n'y arriveront probablement pas. Le 11 septembre a remis la sécurité en tête des préoccupations des électeurs. Or sur cette question, le président a transformé la stratégie américaine. La guerre en Afghanistan a envoyé le message qu'il n'y aurait pas de refuge pour Al Qaïda, la guerre en Irak celui que tout pays équipant les terroristes verrait son régime renversé. De plus, la reconstruction de l'Irak a démontré que nous voulions sortir de l'impasse dans laquelle se trouvait la politique moyen-orientale.

Les Démocrates ne l'ont pas compris. **Howard Dean** a même laissé entendre que Bush avait été averti des attentats du 11 septembre, mais les aurait laissé faire. Vu l'impact qu'aurait sur l'économie un nouvel attentat utilisant la technologie, en plus des nombreux morts, la sécurité nationale n'est pas un sujet de la campagne parmi d'autres, c'est le seul sujet de la campagne. Si les Démocrates ne le comprennent pas et n'élaborent pas une stratégie ambitieuse, ils resteront hors des préoccupations de la majorité.

José Miguel Vivanco, Daniel Wilkinson

José Miguel Vivanco est directeur exécutif de la division Amérique de Human Right Watch.

Daniel Wilkinson est conseiller de la division américaine d'Human Right Watch et auteur de *Silence on the Mountain : Stories of Terror, Betrayal, and Forgetting in Guatemala*.

« Mécontentement vis-à-vis des États-Unis au Sud de ses frontières »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Discontent with the U.S. south of the border », par José Miguel Vivanco et Daniel Wilkinson, *International Herald Tribune*, 9 janvier 2004.

Quand le président **George W. Bush** se rendra au sommet des Amériques à Mexico, le 12 janvier, il devra réfléchir aux raisons qui ont entraîné une diminution de la bonne volonté vis-à-vis des États-Unis sous sa présidence. Les sondages démontrent que 87 % des latino-américains ont une mauvaise image de la politique de Bush et un tiers une mauvaise image des États-Unis dans leur ensemble.

Cette opposition est alimentée par le refus de la guerre en Irak qui fait consensus dans la classe politique latino-américaine. L'autre sujet de mécontentement est l'opposition de l'administration Bush à la **Cour criminelle internationale**, une institution soutenue par tous les pays d'Amérique latine, et les pressions de Washington sur chacun de ces pays pour qu'il s'engage à ne jamais traduire un citoyen états-unien devant cette juridiction. Les États-Unis sont allés jusqu'à menacer de suspendre l'aide militaire ou humanitaire et les pays de la région doivent donc choisir entre le respect de la loi, leurs engagements internationaux et leurs bonnes relations avec les États-Unis. Cette situation est paradoxale quand on entend l'administration Bush faire la promotion de la démocratie et qu'on se souvient de l'effort des États-Unis pour faire adopter la charte démocratique inter-américaine qui pousse tous les gouvernements à maintenir la démocratie dans la région. Cela n'a pourtant pas empêché la Maison-Blanche de ne pas condamner le **coup d'État manqué** contre **Hugo Chavez** ou d'entretenir le camp de **Guantanamo**, tout en reprochant à Cuba de violer les Droits de l'homme. Cette duplicité explique l'attachement des latino-américains aux mécanismes multilatéraux pour renforcer les Droits de l'homme.

Patrick Seale

Patrick Seale est un analyste et auteur réputé sur le Proche-Orient. Contributeur régulier à *Gulf News*. Il a notamment publié des ouvrages sur l'histoire contemporaine de la Syrie et une biographie d'Abu Nidal.

« La Syrie et la Turquie défient les États-Unis »

Source : *Gulf News*

Référence : « Syria and Turkey defy the United States », par Patrick Seale, *Gulf News*, 9 janvier 2004.

La visite en Turquie du président syrien Bashar El Assad est un événement à la signification géostratégique considérable. Elle intervient au lendemain de la visite du ministre iranien des affaires étrangères à Damas et à la veille de la visite de son homologue turc à Téhéran. Ces trois pays veulent envoyer un message ferme à Washington : l'Irak doit rester uni et il ne faut pas **encourager les Kurdes sur la voie de l'indépendance**.

C'est la première fois que les trois majeurs pays frontaliers de l'Irak s'unissent pour dénoncer la tentation états-unienne, soutenue par Israël, d'affaiblir l'Irak de façon permanente. La Turquie, la Syrie et l'Iran veulent négocier avec les États-Unis et sont prêts à les aider à stabiliser l'Irak, mais à la condition que Washington reconnaisse leurs préoccupations en matière de sécurité. Les États-Unis ont envahi l'Irak parce que ce pays, fort et indépendant, était perçu comme une menace pour l'ordre politique régional dominé par les Occidentaux et Israël. Les faucons, pour la plupart liés à **Ariel Sharon**, n'ont pas fait mystère de leur intention de remodeler entièrement le Proche-Orient pour en faire un protectorat israélo-états-unien.

Aujourd'hui, les États de la région se rebellent contre ce fantasme. Le sort des Palestiniens est également un sujet de préoccupation. Damas pense que la Turquie pourrait jouer les intermédiaires sur cette question et pourrait pousser à une reprise des discussions avec Israël là où elles avaient été abandonnées avec **Ehud Barak** en 2000. Toutefois, peu croient en la bonne volonté de Sharon sur le Golan. De son côté, **Recep Tayyip Erdogan** voudrait rééquilibrer les relations de son pays entre Israël et les États arabes et se détacher de la politique agressive de Sharon.

Aujourd'hui, il semble que la Syrie et la Turquie mettent de côté leurs différends territoriaux et s'allient dans un environnement incertain.

Mai Yamani



Mai Yamani est chercheur au Royal Institute of International Affairs et du Centre of Islamic and Middle Eastern Law de la School of Oriental and African Studies.

« Le plan d'invasion américain secoue féroce­ment le débat saoudien »

Source : International Herald Tribune

Référence : « American invasion plan stirs fierce Saudi debate », par Mai Yamani, *International Herald Tribune*, 9 janvier 2004.

Les rapports britanniques récemment déclassifiés révélant les craintes britanniques d'une invasion états-unienne de l'Arabie saoudite, il y a 30 ans, ont eu un écho remarquable dans le royaume et ont ré-alimenté le débat sur la fragilité de la famille royale et la dégradation de ses relations avec Washington. Pour beaucoup de Saoudiens, convaincus que les États-Unis ont envahi l'Irak pour s'assurer l'accès aux champs de pétrole, leur pays pourrait bien être le prochain.

Cette éventualité est perçue différemment selon les groupes sociaux. Les chiïtes, qui vivent dans les régions pétrolières, accueilleraient avec satisfaction une invasion américaine qui changerait un système qui en fait des « hérétiques ». Les Hijazis, qui vivent près des cités saintes de La Mecque et de Médine sont plus hésitants sur cette question. Ils sont aussi des citoyens de second ordre, ils ont vu leurs lieux de cultes rasés par les Wahhabites et ils continuent de penser que les Hachémites sont leurs souverains légitimes, mais ils ne collaboreront pas avec les États-Unis. Les tribus vivant aux frontières du Yémen n'apprécient pas la famille royale, ils sont féroce­ment anti-américains. Leur attitude dépendrait de ce que Washington leur offre.

Ces divisions avaient déjà été analysées il y a 30 ans, quand les États-Unis étudiaient la possibilité d'une invasion de l'Arabie saoudite et du Koweït en réponse à l'embargo de 1973. Le projet était effrayant à l'époque et il l'est plus encore aujourd'hui. Reste à savoir si cela entre encore dans les intentions de Washington. En 1973, les États-Unis voulaient sécuriser leurs intérêts pétroliers, en 2004 ils veulent renverser un régime perçu comme l'épicentre du terrorisme. Même s'ils ne voulaient pas envahir le pays, le fait que les Saoudiens croient en cette hypothèse suscite la crainte.

David Clark

David Clark est un ancien conseiller du gouvernement travailliste.

« Pourquoi attendre après Hutton ? »

Source : The Guardian

Référence : « Why wait for Hutton ? », par David Clark, *The Guardian*, 9 janvier 2004.

Les conclusions de la **Commission Hutton** semblent devoir être l'un des événements majeurs de l'année politique 2004, mais il ne faut pourtant pas exagérer leur importance. Lord Hutton ne rendra pas un jugement politique et c'est donc à chacun de nous, en nous appuyant sur des éléments désormais publics, de nous faire notre opinion sur cette affaire. Hutton ne se prononcera pas sur l'intégrité de la politique irakienne du gouvernement, mais il nous a donné suffisamment d'éléments pour le faire.

Dans les auditions, il est apparu que les services de renseignement britanniques disposaient de peu de connaissances sur les capacités militaires irakiennes et qu'ils ont embellis leur conclusions pour obtenir des résultats politiques. La **BBC** n'apparaît pas sans tâche non plus mais, sans oublier ses fautes, il faut noter qu'elle a fait plus pour la découverte de la vérité que tous ses détracteurs réunis et qu'elle est la seule à reconnaître ses erreurs.

Il est également évident que le traitement du Dr. Kelly par le gouvernement a été dur et cynique, qu'il a sciemment donné à la presse les indices nécessaires à la découverte de son identité, une découverte qui n'a été inévitable que parce que le Premier ministre l'a voulu. Le gouvernement a exagéré la menace irakienne alors qu'il n'y avait aucune preuve de la poursuite d'un programme d'armement en Irak après 1998. **Alastair Campbell** et les services du Premier ministre ont participé personnellement à la modifications des rapports transmis au public. La Commission Hutton a permis la découverte de tous ces éléments.

Aujourd'hui, il faut en tenir compte en faisant abstraction de notre opinion sur la guerre en Irak et reconnaître que **Tony Blair** est indigne de gouverner.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

Jerusalem Post, Syria Times



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.



Le Premier ministre palestinien propose un État binational pour sortir du conflit, solution rejetée par Colin Powell

Référence : « Qurei 'not serious' about binational state », par Khaled Abu Toameh, *Jerusalem Post*, 8 janvier 2004. « Powell rejects Qurei's 'bi-national' threat », par Janine Zacharia, *Jerusalem Post*, 9 janvier 2004. « EU's Solana "pessimistic" on Mideast peace hopes », *Syria Times*, 9 janvier 2004. « Hamas plays down Yassin peace offer », par Khaled Abu Toameh, *Jerusalem Post*, 9 janvier 2004.

En réponse aux menaces formulées par le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, concernant la fixation unilatérale par Israël des frontières avec l'Autorité palestinienne, son homologue palestinien, Ahmed Qureih, a suggéré, jeudi 8 janvier 2004, que les Palestiniens cherchent une solution au conflit dans la création d'un État bi-national. Le chef du gouvernement palestinien a ajouté, dans une interview à l'agence de presse états-unienne Reuters, que le plan proposé par Ariel Sharon était « une solution d'apartheid ».

Des hauts fonctionnaires de l'Autorité palestinienne ont immédiatement écarté comme « non sérieuses » ces déclarations. Le *Jerusalem Post* recense, pour étayer l'idée d'une opposition au sein de l'appareil palestinien, les propos anonymes d'un membre de l'administration qui indique : « Je ne me suis pas battu toute ma vie contre l'occupation israélienne pour obtenir la citoyenneté israélienne. Les menaces d'Abu Ala visent simplement à mettre la pression sur Israël à cause de la construction du mur ».

Le secrétaire d'État états-unien, Colin Powell, a également écarté les propos du Premier ministre palestinien et réaffirmé l'attachement des États-Unis à une solution à deux États. Selon lui, la solution d'un État binational n'est pas viable : « Je pense que [la solution à deux États] est la seule issue qui fonctionnera ; un État pour les Palestiniens appelés Palestine, et un État juif, l'État d'Israël qui existe ».

Concernant le plan de désengagement unilatéral présenté par Ariel Sharon, il a indiqué que celui-ci ne serait pas mis en application si les Palestiniens se montraient des interlocuteurs fiables pour les négociations. Il a donc formulé à nouveau les exigences de Washington à l'égard du gouvernement de l'Autorité palestinienne, en déclarant que « ce dont nous avons besoin dans l'immédiat, c'est que le Premier ministre de l'Autorité palestinienne prenne le contrôle des forces de sécurité et s'en serve, ainsi que des autres moyens dont il dispose,

pour s'attaquer au terrorisme et faire cesser la violence. ». Ce n'est qu'à cette condition « que nous pourrions avancer avec la Feuille de route ».

La date butoir pour la création d'un État palestinien provisoire, prévue par la Feuille de route, a été dépassée le mois dernier dans un contexte de gel complet des négociations. Colin Powell doit envoyer prochainement le sous-secrétaire d'État pour les affaires proche-orientales, William Burns, en Égypte, afin qu'il évalue les avancées des négociations de cessez-le-feu qui doivent aboutir à un arrêt, au moins temporaire, des attaques menées par des Palestiniens contre des Israéliens.

Cette situation a suscité une réaction « *pessimiste* » du chef de la diplomatie de l'Union européenne, Javier Solana, qui a déclaré au *Syria Times*, jeudi 8, que la communauté internationale était en train « *d'échouer* » dans ses efforts pour raviver le processus de paix. S'exprimant avant une rencontre qui doit intervenir vendredi 9 janvier 2004 avec le ministre des Affaires étrangères palestinien, Nabil Shaath, il a ajouté que l'Europe continuait à croire que les accords de Genève pouvaient contribuer à apaiser le conflit israélo-palestinien. Il a également dit espérer qu'une rencontre entre les émissaires du Quartet auteur de la Feuille de Route - l'Union européenne, la Russie, l'ONU et les États-Unis - aient prochainement lieu, même s'il n'a pas pu donner de date précise. En début de semaine, le ministre des Affaires étrangères saoudien, le prince Saoud al-Faisal a annoncé une possible action conjointe des pays arabes et de l'Union européenne pour relancer la Feuille de route.

Par ailleurs, des responsables du Hamas ont minimisé l'importance des déclarations de leur chef spirituel, le cheikh Ahmed Yassin, selon lesquelles son mouvement serait prêt à accepter un État palestinien comprenant uniquement la Cisjordanie et la bande de Gaza. Dans une interview donnée à une agence de presse allemande, le cheikh Yassin a en effet déclaré, mercredi 7 janvier, que « *le Hamas est prêt à accepter une paix temporaire si un État palestinien est créé en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Le reste des territoires sera laissé à l'Histoire* ». Ces propos ont été interprétés par certains responsables comme un tournant dans la politique du Hamas qui préconisait jusque là l'établissement d'un État musulman de la Méditerranée jusqu'au Jourdan. D'après des membres du Hamas, ces propos auraient été déformés et mal interprétés, le chef spirituel du Hamas s'étant déjà prononcé par le passé pour une trêve armée en cas de retrait de Tsahal de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

En 1999, dans une interview donnée au journal états-unien *USA Today*, Ahmed Yassin avait indiqué que le conflit pourrait se terminer si Israël effectuait ce retrait, et que les relations avec Israël devraient être laissées à l'appréciation des générations futures.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Des ministres israéliens enjoignent Ariel Sharon de reprendre les négociations avec la Syrie

Référence : « Syria negotiations' pressure mounting on Sharon », par Herb Keinon, *Jerusalem Post*, 9 janvier 2004.

Le *Jerusalem Post* indique, dans son édition du 9 janvier 2004, que plusieurs membres du gouvernement israélien font actuellement pression sur le Premier ministre Ariel Sharon afin que ce dernier entame des négociations avec la Syrie. Le secrétaire d'État à la Défense, Ze'ev Boim, et Yosef Paritzky, le ministre des Infrastructures, auraient ainsi rejoint le ministre des Finances, Benjamin Netanyahu, le président israélien Moshé Katsav et le ministre des Affaires étrangères Silvan Shalom, qui souhaitent une relance des discussions avec Damas.

Ze'ev Boim, a ainsi indiqué, vendredi 9 janvier, que la relance de ces négociations devrait être subordonné à un arrêt du soutien de Damas aux organisations terroristes et qu'elle ne devrait pas reprendre là où elles avaient été abandonnées, mais de zéro. Bashar al-Assad souhaite au contraire conserver les concessions acquises par le passé avec le gouvernement d'Yitzakh Rabin et qui prévoient, en échange d'une normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays, un retrait israélien du Golan.

Le Premier ministre Ariel Sharon a déclaré, jeudi 8 janvier, à une délégation du Congrès états-unien, qu'Israël n'entamera pas de pourparlers de paix avec Damas tant que la Syrie continue à soutenir activement la guerre contre son peuple. Selon lui, le président Bashar al-Assad ne peut pas soutenir d'un côté le Hezbollah, et de l'autre se dire intéressé par la paix. D'après lui, le « *nouveau vent* » qui souffle à Damas est lié aux menaces de sanctions états-uniennes votées récemment sous la forme du Syria Accountability Act. Dans une rencontre distincte avec le sénateur William Nelson, le Premier ministre israélien a indiqué qu'Israël a besoin d'examiner avec précaution les intentions syriennes et ne pas agir avec précipitation.

Ces déclarations interviennent après que le Premier ministre turc ait confié à l'ambassadeur israélien à Ankara que la Syrie était « *sérieuse* » quant à la reprise des négociations.

L'Orient Le Jour



Le Liban craint une intervention militaire états-unienne dans la région sous couvert de lutte contre le terrorisme

Référence : « Obeid dément toute présence de « terroristes » dans la Békaa », *L'Orient Le Jour*, 9 janvier 2004.

Le ministre des Affaires étrangères libanais, Jean Obeid, a réfuté, jeudi 8 janvier 2004, des propos attribués au secrétaire états-unien à la Défense faisant état de la présence de « *terroristes* » dans la vallée orientale de la Békaa. Ces déclarations, citées au travers de « *sources états-uniennes* » recueillies par le quotidien arabe *Asharq al-Awsat*, indiquaient que Donald Rumsfeld envisageait d'envoyer des troupes spéciales en Somalie ou dans la Békaa sous contrôle syrien, « *pour appréhender des terroristes* ». Elles ont été qualifiées de « *chimériques* » par le ministre libanais de l'Information, Michel Samaha. À la question de savoir si ces propos constituaient un prélude à une attaque états-unienne contre le Liban et la Syrie, Jean Obeid a assuré ignorer « *ce qui se passe dans la tête de M. Rumsfeld, mais le Liban n'a rien à voir avec ces accusations. L'État libanais, à tous ses échelons (...), saura répondre de manière adéquate et convaincante* ». Il a ajouté que « *les faits sur le terrain démentiront ces propos, de même que l'ont été les prévisions de M. Rumsfeld sur l'existence d'armes de destruction massive* » en Irak.

D'après *L'Orient Le Jour*, l'appréhension gagne néanmoins le gouvernement libanais, qui s'inquiète de la proximité de ces déclarations avec celles de Richard Boucher. Le quotidien libanais cite des sources officielles anonymes qui évoquent la façon dont ces opérations « *anti-terroristes* » pourraient être menées : « *leur point de départ serait maritime, ou peut-être terrestre, à partir de l'Irak et sur un mode « policier », visant à capturer en bonne et due forme des « terroristes » de plus en plus recherchés.* »

Le journal reprend également les confidences de ces sources incitant le gouvernement libanais à réagir rapidement « *à ce genre de menaces et à réfuter au nom du Liban les informations des responsables américains, sans doutes obtenues, disent-elles, grâce aux bonnes œuvres des services israéliens.* »

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Les médias israéliens affirment que l'Iran se sert de l'afflux de cargos humanitaires pour acheminer des armes au Hezbollah

Référence : « Report : Iran sent arms to Hizbullah on aid planes », par Arie O'Sullivan, *Jerusalem Post*, 8 janvier 2004.

D'après la chaîne de télévision Channel 1, dont les informations sont reprises par le *Jerusalem Post*, l'Iran aurait profité de l'actuel afflux de cargos chargés d'aide humanitaire dans le pays, à la suite du tremblement de terre de Bam, pour reprendre la fourniture d'armes au Hezbollah, en passant par Damas. La Syrie aurait en effet autorisé l'atterrissage sur son territoire d'avions-cargos chargés d'armes, pour la première fois depuis la décision syrienne de ne plus participer au trafic, prise sous la pression de Washington peu avant l'invasion de l'Irak.

Des sources israéliennes anonymes, provenant du ministère de la Défense, ont confirmé ces informations au *Jerusalem Post*, qualifiant le stratagème de « *manipulation cynique de l'aide humanitaire* ». Selon ces sources, les quantités d'armes acheminées récemment seraient plus importantes que par le passé.

Le journal israélien poursuit en racontant comment la Syrie a envoyé un grand nombre d'avions cargos vers l'Iran, sous couvert d'aide humanitaire, les appareils rentrant ensuite à Damas bourrés d'armes. Cette information aurait été relayée auprès de l'administration états-unienne.

Il y a deux semaines, un membre de l'état-major israélien avait déjà révélé l'augmentation progressive du nombre d'opérations du Hezbollah à la frontière entre le Liban et Israël, avec notamment la pose de mines près de la clôture frontalière.

IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne.

L'Ayatollah Khamenei ne constate pas de détente états-unienne vis-à-vis de l'Iran

Référence : « Supreme Leader : There is no sign of change in US attitude », IRNA, 9 janvier 2004.

Le leader suprême de la Révolution islamique iranienne, l'Ayatollah Seyed Ali Khamenei a déclaré, jeudi 8 janvier 2004, qu'il n'y avait aucun signe de détente

Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

dans la position états-unienne vis-à-vis de Téhéran.

« *Il n'y a eu aucun signe de diminution de l'hostilité de l'administration états-unienne vis-à-vis du gouvernement et de la nation islamique iranienne, parce qu'elle menace impudemment les gens et le gouvernement islamique, tout en envoyant de l'aide aux régions touchées par le tremblement de terre* », a-t-il indiqué devant un parterre d'officiels et de fidèles.

Le leader spirituel a insisté sur le fait que l'aide humanitaire n'a rien à voir avec les relations entre les deux pays. Il a ajouté que, malgré ce soutien ponctuel, le peuple iranien n'oubliera jamais l'hostilité forte et constante de « *l'arrogant régime des États-Unis* » envers lui et ses intérêts nationaux. Selon lui, les États-Unis devraient savoir qu'ils doivent cesser de fomenter des complots et d'exercer différents types de pression sur le régime islamique, mais aussi de soutenir le régime criminel et usurpateur d'Israël, de commettre des injustices contre les nations irakiennes et afghanes, et de continuer à bloquer les avoirs financiers de l'Iran. La nation iranienne, quant à elle, accueillera favorablement tout ceux qui la considèrent de manière pacifique et amicale.

Jordan Times

La Jordanie et l'Égypte poursuivent leur collaboration en matière de ressources énergétiques

Référence : « Jordan, Egypt joint venture to distribute Egyptian gas », *Jordan Times*, 9-10 janvier 2004.

La National Electric Power Company jordanienne a accepté de monter une compagnie mixte avec l'Égypte pour transporter et distribuer le gaz naturel égyptien.

Les interlocuteurs égyptiens ont été informés de cette décision par un message du Premier ministre Faisal Favez remis à son homologue égyptien, Atef Obeid, jeudi 8 janvier 2004, par l'ambassadeur égyptien au Caire et représentant permanent au sein de la Ligue arabe, Hani Mulki.

Ce dernier a déclaré, d'après l'agence de presse jordanienne Petra, que cette joint venture appelée « Al Fajr » sera la première société arabe spécialisée dans ce domaine, et reposera largement sur l'expertise égyptienne.

Un pipeline stratégique de gaz de 270 kilomètres entre l'Égypte et la Jordanie a été inauguré par le roi Abdullah et le président égyptien Hosni Moubarak en juillet 2003. Il s'agit de la première phase d'un projet interrégional qui coûtera plus d'un milliard de dollars. Il doit s'étendre à la Syrie et au Liban en 2005, puis à la Chypre et à la Turquie d'ici 2006.

Une liaison maritime entre la réserve égyptienne de Taba sur la mer rouge et Aqaba a marqué la première phase du projet, qui permettra de transporter un milliard de mètres cubes de gaz naturel égyptien.

Un comité bilatéral supervisant l'ensemble doit se réunir à Amman à la mi-février 2004.